

/// ACTUALITÉS

APPEL D'OFFRES OEE 2017



L'Observatoire de l'Épargne Européenne souhaite établir des contrats pour la réalisation de projets européens de recherche sur les thèmes suivants, sélectionnés par son Comité d'Orientation.

Thème 1 : Modélisation de la dynamique des revenus des ménages pour de meilleurs conseils financiers et mesures de risque

Thème 2 : Confiance dans l'industrie financière

L'ordre de grandeur des financements habituels de l'OEE est de 10 à 50 k€ et les recherches sont en général limitées à un an.

Les soumissions par les équipes associant des chercheurs universitaires et des spécialistes professionnels sont particulièrement bienvenues.

Les propositions et les demandes de renseignements supplémentaires peuvent être soumises par email à :

Christian Gollier
Président du Conseil Scientifique de
l'OEE
christian.gollier@tsefr.eu

Didier Davydoff
Directeur de l'OEE
d.davydoff@oee.fr

L'échéance d'envoi des dossiers est fixée au **11 juin 2017**.

[Détail de l'appel d'offres](#)

INTERVIEW DE DIDIER DAVYDOFF POUR LE REVENU



Le **19 avril** dernier, Didier Davydoff, directeur de l'Observatoire de l'épargne, était l'invité d'Aline Fauvarque pour **Le Revenu**.

Aujourd'hui 6% seulement de Français détiennent des actions en direct, pour un montant de 185 milliards alors qu'en 2008 l'enquête menée chaque année par TNS Sofrès pour l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) estimait la proportion des Français actionnaires à titre individuel à 13,8%.

Parmi les causes de ce déclin de la détention en direct, la fiscalité, beaucoup plus lourde sur un compte-titres en direct que dans un plan d'épargne salariale ou sur une assurance vie.

Didier Davydoff estime qu'un renouveau de l'actionariat individuel est possible et souhaitable. A condition que la fiscalité cesse de désorienter les épargnants.

Cette interview s'inscrivait dans la continuité d'une conférence autour de l'actionariat organisée en collaboration avec l'**Ansa** (Association Nationale des Société par Actions) le 15 mars dernier.

[Voir l'interview](#)

[État des lieux et perspectives de l'actionariat en France](#)

DES MODÈLES DE LIQUIDITÉ DANS LE MARCHÉ OBLIGATAIRE DE LA ZONE EURO



Mary Pieterse-Bloem a écrit un **Briefing Paper** pour l'OEE sur les tendances de liquidité à long terme du marché obligataire en Europe. À cette fin, elle a traité les données fournies par IODS - INSEAD OEE Data Services - provenant de MTS, plate-forme de négociation électronique de premier rang.

Mary Pieterse-Bloem est professeure adjointe dans la section Finance de la Erasmus School of Economics depuis 2011, où elle est responsable du programme d'éducation et de recherche sur les *Fixed Income*. Elle est également responsable de la stratégie et de la gestion de portefeuille *Fixed Income* chez ABN AMRO et présidente de RenteGilde, société des professionnels financiers néerlandais travaillant sur les marchés *Fixed Income*.

L'auteure a construit des indicateurs synthétiques de liquidité du marché obligataire. L'Italie se classe constamment au meilleur niveau de liquidité et la Grèce au plus bas. Entre ces deux bornes, la liquidité sur le marché obligataire de la Zone Euro est assez dispersée. L'opposition à laquelle on pourrait s'attendre, entre les pays les plus solvables et les moins solvables, de l'Europe du Nord et du Sud, se reflète en effet dans les écarts de prix acheteurs - vendeurs. Sur cette mesure, l'Allemagne est le marché obligataire le plus liquide.

Mais lorsque l'on considère également les volumes traités, les oppositions entre petits et grands pays ou selon leur notation financière s'estompent. Après les crises de 2008 et de 2011, la Grèce, le Portugal et de l'Irlande ont eu recours à des aides financières officielles de la BCE. La liquidité des obligations de ces trois pays a été sévèrement et négativement impactée. A l'inverse, les titres d'Etat des quatre premiers pays sur les marchés obligataires - Italie, Belgique, France et Allemagne - avaient en 2012 une liquidité relativement proche et étaient presque parfaitement substituables.

[Consulter l'étude](#)

VOTER À LA SUITE D'UNE RÉFORME DES PENSIONS : LE RÔLE DE LA CONNAISSANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE



Elsa Fornero, ancienne ministre du travail et des affaires sociales du gouvernement italien et professeur à l'Université de Turin, présentera, dans le cadre de l'**Assemblée générale de l'OEE le 20 juin** prochain à Paris, une étude sur l'impact de la connaissance financière de la population sur l'acceptation des réformes économiques, en particulier des réformes des retraites.

Les réformes économiques affectant la vie des gens sont généralement impopulaires et peuvent impliquer un coût électoral. Cela peut provenir, entre autres choses, du manque de compréhension des éléments fondamentaux des réformes.

L'étude montre que le coût électoral d'une réforme des retraites est significativement plus faible dans les pays où le niveau de connaissance économique et financière est plus élevé. La robustesse de ce résultat est mise en évidence par l'utilisation de données sur les élections législatives entre 1990 et 2010 dans 21 pays avancés lorsque les auteurs contrôlent les conditions macroéconomiques, les facteurs démographiques et les caractéristiques du système politique.

Il est intéressant de noter que ces résultats ne sont pas aussi robustes lorsque des indicateurs moins spécifiques du capital humain sont utilisés - tels que la scolarité - ce qui tend à montrer que les

connaissances économiques et financières présentent des caractéristiques spécifiques qui peuvent aider à réduire le coût électoral des réformes ayant un impact significatif sur le cycle de vie des individus.

[Consulter l'étude](#)

CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES *FINTECH*



Le **23 mars**, la **Commission européenne** (DG FISMA) a lancé une consultation publique sur **FinTech** dans le secteur financier européen.

Les FinTech sont généralement des start-up qui utilisent les technologies numériques pour développer des nouveaux services financiers et bancaires.

L'objectif de cette consultation publique est d'appréhender le rôle des FinTech et permettre leur développement tout en définissant une réglementation adéquate.

La consultation publique prend la forme d'un questionnaire en ligne qui s'articule autour de quatre domaines :

1. Favoriser l'accès aux services financiers pour les consommateurs et les entreprises ;
2. Abaisser les coûts opérationnels et accroître l'efficacité de l'industrie ;
3. Rendre le marché unique plus compétitif en réduisant les obstacles d'entrée ;
4. Équilibrer le partage et la transparence des données avec les besoins de sécurité et de protection des données.

Les soumissions de questionnaires sont ouvertes jusqu'au **15 juin 2017**.

[En savoir plus](#)

SÉMINAIRE SUR LA GUIDANCE FINANCIÈRE



Better Finance, BEUC et l'Observatoire de l'Épargne Européenne (OEE) organisent le **13 juin** prochain à Bruxelles un séminaire sur la **guidance financière**.

La guidance financière est un processus consistant à déterminer les objectifs financiers de l'individu, ses objectifs, ses priorités et après avoir examiné ses ressources, son profil de risque et son mode de vie actuel, à planifier les moyens pour atteindre ces objectifs.

La guidance financière permet de mettre en place une stratégie détaillée adaptée à la situation spécifique d'un consommateur, pour répondre à ses objectifs spécifiques couvrant divers aspects de la finance personnelle, notamment la gestion des flux de trésorerie, la planification de l'éducation, de la retraite, des placements, de l'assurance, la gestion des risques, la fiscalité, la transmission mais exclut toute recommandation d'achat d'un produit financier particulier (le conseil en investissement au sens de MiFID)

Des représentants des autorités de surveillance (FSMA), de la Commission européenne, des organisations professionnelles et de consommateurs discuteront des résultats d'une étude sur l'accès à une guidance financière globale pour les consommateurs et débattront des conditions nécessaires à son développement lors d'une table ronde.

NB : Pour visualiser le programme et s'inscrire, consulter la page de l'événement.

[Page de l'événement](#)

SÉMINAIRE CeRP



CeRP-Collegio Carlo Alberto, CINTIA-Centro Interuniversitario Nestpar Italy et le département de sciences économiques, sociales, mathématiques et statistiques de l'Université de Turin organisent les **19 et 20 octobre** prochains un séminaire autour du thème « **Financement des ménages et épargne retraite** ».

L'objectif est d'alterner présentations et interactions entre

chercheurs seniors et juniors travaillant sur les thématiques de financement des ménages et de l'épargne retraite. Le séminaire s'arrêtera sur les recherches à la fine pointe de la technologie sur la gestion des risques ménagers au cours du cycle de vie.

Ils sollicitent des papiers dans le champ suivant :

- Épargne, assurance et choix de portefeuille au cours du cycle de vie ;
- Revenu du travail et risque de chômage ;
- L'endettement des consommateurs, les difficultés financière et les décisions par défaut ;
- Connaissance financière et épargne-retraite ;
- Théories et travaux empiriques sur les finances personnelles ;
- Planification et financement de la retraite ;
- Approches comportementales du financement des ménages ;
- Progrès technologiques et gestion des risques.

Le délai de soumission était fixé au **31 mai 2017**.

[En savoir plus](#)

SÉMINAIRE IODS



IODS (INSEAD OEE Data Services) a organisé un séminaire sur les données pour les chercheurs en finance le vendredi **21 avril 2017** à Paris.

Le but de ce séminaire était de présenter les bases de données financières existantes et les technologies associées ainsi que d'échanger avec les universitaires et les praticiens afin de mieux répondre aux besoins des chercheurs.

Une quarantaine de chercheurs et praticiens ont assisté et échangé lors de ce séminaire composé de présentations sur les données de finance d'entreprise, de présentations sur les données des marchés financiers et d'une table ronde sur les besoins de données des chercheurs :

- Signaux de l'ESG : intégration des variables financières grâce à l'apprentissage par machine (Antonio Celeste, directeur des relations institutionnelles, Sustainalytics / Christophe Geissler, PDG, Advestis)
 - Données de gouvernance d'entreprise, rémunération
-

des administrateurs et assemblées générales (Loïc Dessaint, CEO, Proxinvest) ;

- Recherche empirique en Chine (Tracy Wu, Marketing Manager Asia, GTA) ;
- Données CDS pour la recherche académique (Gavan Nolan, Directeur de la Division des prix et co-directeur de la recherche sur les revenus fixes, Markit) ;
- Fonds d'investissement et données de gestion d'actifs (Jérôme Couteur, Chef de produit, Broadridge & Pritpal Garcha, Product Consultant, Broadridge) ;
- Traitement des données à haute fréquence des marchés obligataires (Mary Pieterse-Bloem, Responsable mondial de la Stratégie de revenu fixe et de la gestion du portefeuille, ABN AMRO Private Banking International).

[Consulter les présentations](#)

RENCONTRES SOCIALES DE LA CHAIRE « TRANSITIONS DÉMOGRAPHIQUES, TRANSITIONS ÉCONOMIQUES »



Le **21 avril 2017**, la **Chaire TDTE** a organisé un petit-déjeuner débat pour présenter les résultats d'une étude d'**Audrey Desbonnet** et **Thomas Weitzenblum** intitulée « Ajustements des comportements d'épargne et financement public des retraites en France ».

Audrey Desbonnet a présenté les résultats de plusieurs scénarios qui quantifient l'évolution temporelle de l'épargne privée facultative des ménages, dans un cadre tenant compte de la pyramide des âges actuelle, de l'allongement projeté de l'espérance de vie.

Un des scénarios consiste en la création d'un fonds public de capitalisation qui permettrait le financement des retraites sur le long terme. Les ménages cotiseraient dans ce fonds qui accumulerait des actifs financiers et limiterait la baisse des taux de remplacement. Cependant, pour être efficace, ce fonds devrait générer au moins 3% de rendement annuel.

Laure Delahousse, adjointe au délégué général de l'Association Française de Gestion Financière (AFG), a rappelé l'importance de développer et encourager l'épargne supplémentaire et l'épargne collective en France. Elle a

rappelé les travaux de l'AFG et les 3 mesures phares pour renforcer l'épargne retraite en France. Ces mesures peuvent être retrouvées dans le [Livre Blanc de l'épargne retraite](#).

François-Xavier Selleret, directeur général de l'Agirc-Arrco, a rappelé les services proposés par les caisses complémentaires de retraite dédiés aux salariés afin de les informer régulièrement sur leurs futurs droits à la retraite tout au long de leur carrière professionnelle.

/// NOTES DE LECTURE

LES LAMES DE FOND

- Jacques de Larosière -



Jacques de Larosière, Président de l'OEE vient de publier un nouvel ouvrage, intitulé **Les lames de fonds se rapprochent**.

Celui-ci considère que nombre de phénomènes structurels qui déterminent l'avenir de nos sociétés, dont on pense habituellement qu'ils se manifestent sur la très longue durée, ont déjà atteint le point de non-retour.

Les titres des différents chapitres illustrent parfaitement son propos : « Le vieillissement démographique nous rattrape à grand pas » ; « La mondialisation s'accompagne d'inégalités croissantes » (Les inégalités entre nations ont décliné mais les inégalités internes à chacune ont augmenté) ; « le ralentissement de la croissance : un phénomène séculaire ? » ; « Comment répondre au défi de la protection de l'environnement ? » ; « Les illusions de la financiarisation ».

Il ne se limite pas au diagnostic. Ses recommandations s'adressent aux responsables français et européens. Une Europe qu'il souhaite redynamiser et ouvrir au monde en accroissant son attractivité.

Jacques de Larosière, *Les lames de fonds se rapprochent*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2017, 180 pages.

Didier Davydoff
30/05/2017

[Commander l'ouvrage](#)

/// À VENIR

JUIN 2017

11/06 : Clôture de l'appel d'offres OEE 2017

13/06 : Conférence « Financial Guidance » (Bruxelles)

20/06 : Assemblée Générale OEE (Paris)

/// L'OEE

Qui sommes-nous ?

[En savoir +](#)

Devenir membre

[En savoir +](#)

Les membres de l'OEE

[En savoir +](#)

Contact : +33 (0) 1 43 12 58 00 / contact@oee.fr / 15 rue Martel, 75010 Paris

Pour vous désabonner, [cliquez ici](#)